

Grand Lacs : Sarkozy prône une coopération, pas un partage

Arrib News, 25/03/2009 – Source Associated Press
Alors que la violence s'apaise en République démocratique du Congo (RDC), Nicolas Sarkozy se rend à Kinshasa jeudi pour clarifier sa volonté de contribuer au retour de la paix dans la région des Grands Lacs grâce à une meilleure coopération économique des pays de la région, mais pas par le "partage territorial". La demi-journée que le président français passera à Kinshasa constituera la principale étape d'une tournée express de deux jours qui le mènera aussi au Congo-Brazzaville voisin et au Niger.

Nicolas Sarkozy, qui avait suscité l'inquiétude en évoquant en janvier l'idée d'un "partage" de l'"espace" et des "richesses" de la RDC au sous-sol regorgeant de minerai, devrait saisir l'occasion de revoir son discours. "Il n'y a pas de plan de partage", martèle-t-on à l'Élysée, où on assure que le président fera des propositions "beaucoup plus respectueuses" des attentes des Congolais. Exit donc le terme de "partage", remplacé par un langage plus diplomatiquement correct. Nicolas Sarkozy défendra "l'intangibilité des frontières" du pays et apportera son soutien à la politique du président Joseph Kabila, qui s'est rapproché de son voisin rwandais pour apaiser les combats incessants dans l'est de la RDC, cadre un diplomate français. Reprenant son idée première, il expliquera aussi que ce calme revenu doit être mis à profit pour s'attaquer aux "problèmes de fond de la région, lesquels sont en réalité les questions économiques de mise en commun d'un certain nombre d'efforts". Sans coopération économique, "il est probable que le pillage, le financement des milices n'aura pas de fin", analyse Paris. La France ne viendra pas pour autant les mains vides. "On a une série d'idées" concernant des projets concrets dans les transports ou la production d'électricité, qui pourraient réunir la RDC, le Rwanda, l'Ouganda mais aussi le Burundi ou la Tanzanie, affirme-t-on à l'Élysée. Paris a même déjà pris langue avec d'éventuels bailleurs de fonds pour financer ces projets. L'intérêt français est d'autant plus fort que les relations économiques entre les deux pays ne sont pas à la hauteur malgré "l'extraordinaire potentiel de ce pays". Le chef de l'Etat français sera accompagné de nombreux dirigeants d'entreprises françaises intéressés par des marchés au Congo. Areva concrétisera le premier pas vers une exploitation d'un gisement d'uranium. Cette visite sera suivie d'un passage presque obligatoire au Congo-Brazzaville voisin pour une visite d'amitié à un pays aux liens économiques très forts avec la France. Économie, immigration, droits de l'Homme et démocratie seront au menu des discussions, assure Nicolas Sarkozy dans une interview publiée mardi par le quotidien proche du gouvernement "Les Dépêches de Brazzaville". M. Sarkozy sera accompagné de sa secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme Rama Yade et rencontrera des représentants de l'opposition, à quatre mois de la présidentielle, ce qui ne devrait pas suffire à convaincre de la rupture revendiquée par le président français avec la politique traditionnelle de la France en Afrique. Ainsi, la plainte déposée en France contre le président Denis Sassou N'Gusso pour détournement de fonds publics dans l'affaire des "biens mal acquis" ne devrait pas être évoquée, selon l'Élysée, et il n'est pas sûr que le décès mystérieux du militant franco-congolais Bruno Ossebi le soit davantage. Plusieurs associations françaises regroupées dans une "Plateforme citoyenne France-Afrique" ont d'ailleurs rappelé à cette occasion leur attachement à "la défense des droits de l'Homme, la promotion de la démocratie et de la bonne gouvernance" comme "axes principaux de la politique française sur le continent."